

Ana Luiza M.Thompson-Flores

Directeur, Bureau régional de l'UNESCO pour la science et la culture en Europe

Discours Monte Peglia, 16 décembre 2020

Son excellence monsieur l'Ambassadeur de France Christian Masset

Monsieur Paola, président de la réserve de biosphère de Monte Peglia

Chers collègues et amis,

Le 12 décembre 2015, les 195 pays réunis pour la COP21 sous le leadership de la France s'accordaient pour contenir le réchauffement de la planète « nettement » au-dessous de + 2 °C d'ici à 2100 (et si possible à + 1,5 °C) par rapport à l'ère préindustrielle. L'accord de Paris était né. Cet accord mettait les pays et la communauté internationale devant leurs responsabilités.

Cinq ans après, où en est-on ?

L'ONU estime aujourd'hui qu'il faudrait réduire les émissions mondiales de près de 8 % par an entre 2020 et 2030 pour respecter l'objectif de + 1,5 °C. Or les prévisions actuelles estiment plutôt une hausse de 2 % annuelle sur cette période. Nous sommes donc très loin du compte.

Il faut donc que la communauté internationale se mobilise davantage. Les conséquences de l'inaction sont évidentes (feux en Australie et en Californie par exemple) et sans changement radical de notre part les impacts climatiques seront encore pires.

Comme l'a déclaré à de nombreuses reprises le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, le changement climatique est la question déterminante de notre temps - et nous sommes à un moment décisif. En raison de la nature multiforme des défis climatiques, cela nécessite un effort collectif sans précédent de tous les secteurs de la société ainsi qu'une approche intergénérationnelle donnant aux jeunes une voix pour déterminer leur avenir.

Les objectifs clairs de l'accord de Paris constituent un cadre d'action collective. L'ONU et l'UNESCO sont déterminées à accélérer la mise en œuvre de l'accord de Paris à tous les niveaux, global, régional ou national.

Lancée en 2017, la stratégie d'action de l'UNESCO sur le changement climatique (2018-2021) doit aider ses états membres à prendre des mesures urgentes pour lutter contre le changement climatique et ses impacts par le biais de l'éducation, des sciences, de la culture, de l'information et de la communication, conformément à l'accord de Paris.

La région méditerranéenne, celle que couvre en partie notre Bureau régional, a déjà connu une augmentation de la température moyenne de 1,4 °C depuis l'ère préindustrielle, 0,4 °C de plus que la moyenne mondiale. Comme on le voit tous les

étés maintenant, l'Europe et la région méditerranéenne souffrent d'un climat de plus en plus chaud et asséchant, causant déjà des pertes en vies humaines et des perturbations dans toute la région.

En outre, au cours des deux dernières décennies, le niveau de la mer a augmenté en raison de la perte globale de volume de glace et l'acidité de l'eau de mer a considérablement augmenté. Cela affecte la Méditerranée où une grande partie de la population vit à proximité de la côte, beaucoup dans les sites côtiers et les villes.

Dans la région, l'UNESCO par le biais de son Bureau régional et ses programmes scientifiques tels que le Programme hydrologique international (PHI), le Programme sur l'Homme et la biosphère (MAB) et la Commission océanographique intergouvernementale (COI) contribue aux discussions sur la manière dont le changement climatique affecte la région, notamment ses ressources en eau et la mer Méditerranée.

L'UNESCO travaille aussi en étroite collaboration avec ses États membres pour étudier les effets du changement climatique sur les sites de l'UNESCO, tels que les réserves de biosphère, les géoparcs et les sites du patrimoine mondial, et propose des moyens pour que les sites s'adaptent au mieux au changement climatique et à la multiplication des conditions météorologiques extrêmes.

En octobre 2019, notre bureau a organisé un symposium régional pour explorer comment l'UNESCO peut travailler plus

efficacement avec les sites UNESCO, qui sont des sites emblématiques à la fois en termes de nature et de culture dans la région, pour accroître leur résilience au changement climatique et aux événements extrêmes.

Le symposium a réuni des scientifiques, des universités et des instituts de recherche, des gestionnaires de sites, des spécialistes de l'éducation, des autorités locales ainsi que des jeunes défenseurs du changement climatique pour échanger des idées et explorer comment l'UNESCO peut, à travers ses programmes et sites, apporter une contribution au débat sur le climat dans la région. Nous étions d'ailleurs ravis à cette occasion d'accueillir le président Paola et d'autres réserves de biosphère de l'Italie et de la région.

En effet, les réserves de biosphère du MAB (plus de 714 sites dans le monde, 19 en Italie) permettent à l'UNESCO d'évaluer les impacts du changement climatique sur un large éventail d'habitats naturels partout dans le monde. Par leurs recherches sur le changement climatique, les réserves de biosphère sont en mesure de créer des projets d'atténuation, de résilience et d'adaptation, visant à faire des communautés locales des acteurs de la lutte contre le changement climatique, en promouvant un développement économique et durable culturellement et socialement approprié.

Je veux féliciter la réserve de biosphère de Monte Peglia pour les efforts qu'ils ont fournis dans ce sens et aussi pour l'organisation de l'évènement d'aujourd'hui. Les célébrations des 5 ans de

l'accord de Paris sont une occasion pour refléter sur le chemin parcouru et discuter du chemin encore à faire.

Nous devons pour cela travailler ensemble et utiliser les sites UNESCO tel que le Monte Peglia pour combattre le changement climatique et promouvoir des initiatives novatrices au niveau des territoires, là où seront ressentis le plus les effets de la crise climatique.

Merci beaucoup pour votre attention.